

# C onjoncture française



# Retour sur la précédente prévision

Au premier trimestre 2013, l'activité s'est repliée pour le deuxième trimestre consécutif. Elle a baissé de 0,2 %, comme au quatrième trimestre 2012, alors que nous avions prévu une stabilisation dans la Note de conjoncture de mars 2013.

La contribution du commerce extérieur a en effet été plus faible que prévu (-0,2 point contre 0,0). L'écart peut être imputé aux exportations qui ont baissé de 0,5 %, alors que nous avions anticipé une progression de 0,6 % : elles ont pâti du recul inattendu des importations allemandes et britanniques. La demande intérieure finale hors stocks a légèrement baissé (-0,1 point), comme attendu.

Malgré la baisse inattendue de l'activité, l'emploi salarié marchand non agricole a moins reculé que prévu (-8 000 postes contre -39 000 prévu). Enfin, l'inflation d'ensemble à la fin du premier trimestre 2013 s'est élevée à +1,0 %, contre +0,9 % anticipé.

Pour le deuxième trimestre 2013, notre prévision de croissance est revue en légère hausse (+0,2 % contre +0,1 %). La production manufacturière serait plus dynamique que prévu en mars (+0,9 % au deuxième trimestre, contre -0,2 % précédemment). Par ailleurs, l'emploi salarié marchand non agricole baisserait légèrement moins que dans notre prévision de mars (-29 000 contre -35 000 précédemment), et

l'inflation à la fin du deuxième trimestre serait sensiblement plus basse que prévu précédemment (+0,8 % contre +1,2 % anticipé), notamment en raison de la baisse du prix du pétrole.

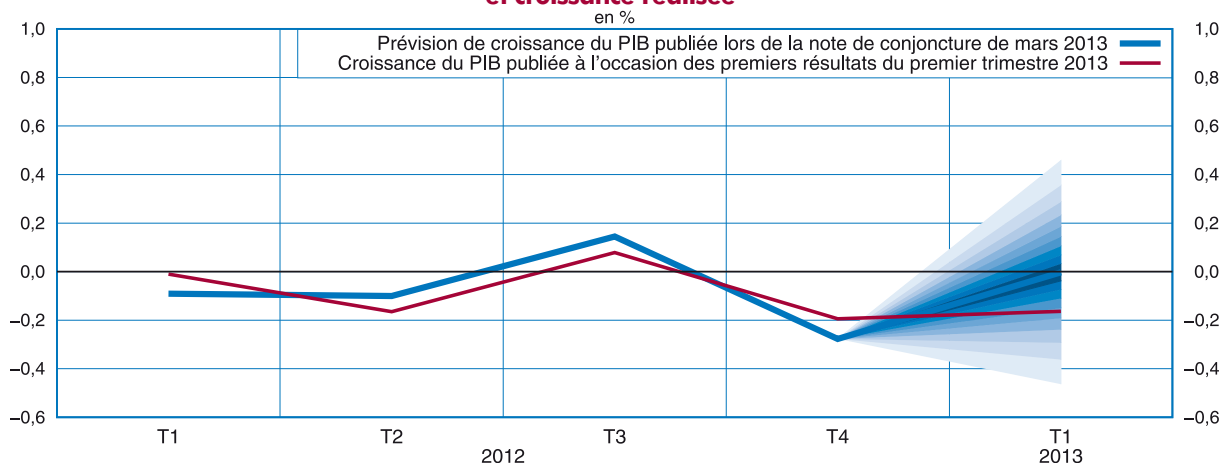
**L'activité a baissé de 0,2 % au premier trimestre 2013, comme au trimestre précédent, alors que nous prévoyions une stabilisation**

Au premier trimestre 2013, le PIB a reculé de 0,2 %, comme au trimestre précédent, alors que nous avions anticipé une stabilisation. La production totale a pourtant évolué en ligne avec nos prévisions (-0,1 %), mais les entreprises ont accru leurs consommations intermédiaires plus qu'attendu.

Ainsi, dans les services marchands, la production a été stable, comme prévu, mais la valeur ajoutée a légèrement reculé (-0,1 %) alors que nous attendions une stabilité. Elle a particulièrement baissé dans l'hébergement-restauration, du fait du recul de la demande des ménages.

Dans la branche manufacturière, la production a baissé de 0,3 %, contre -0,7 % attendu. En particulier, la production de l'industrie de la cokéfaction et du raffinage a rebondi (+5,6 % après -8,0 %), mais cette dernière utilise beaucoup de consommations intermédiaires (pétrole), et sa contribution à la valeur ajoutée est réduite. Au total, la valeur ajoutée a baissé de 0,7 %, comme prévu.

**1- Graphique des risques associé à la Note de conjoncture de mars 2013 et croissance réalisée**



Source : Insee

Enfin, l'activité dans la branche énergie-eau-déchets a peu augmenté (+0,4 % contre +1,1 % prévu), malgré la hausse de la consommation énergétique liée aux températures rigoureuses.

### **Un léger recul de la demande intérieure, comme prévu**

La demande intérieure finale hors stocks a baissé, comme anticipé. L'investissement a diminué légèrement plus que prévu (-0,9 % contre -0,7 % prévu), en raison d'un plus net recul de l'investissement des entreprises non financières (-0,8 % contre -0,5 % prévu). La consommation des ménages a reculé de 0,1 % alors que nous l'attendions stable : la consommation de services marchands a notamment reculé de 0,1 %, alors que nous l'attendions en progression de 0,2 %.

### **Une baisse inattendue des exportations**

Au premier trimestre 2013, les exportations ont de nouveau reculé, de 0,5 % contre une prévision de +0,6 %. Notre prévision de mars prévoyait en effet une progression sensible de la demande adressée à la France au premier trimestre (+0,9 %) qui ne s'est pas concrétisée (-0,3 %) en raison du recul inattendu des importations allemandes et britanniques. Les importations ont également surpris à la baisse, mais dans une moindre mesure (+0,1 % contre +0,6 % prévu).

Au total, la contribution comptable des échanges extérieurs à la variation du PIB a donc été négative (-0,2 point), alors que nous l'attendions neutre. Enfin, la contribution des variations de stocks a été légèrement positive, de +0,1 point, comme anticipé.

### **Une baisse de l'emploi plus faible qu'anticipé**

Malgré une activité plus dégradée qu'attendu, l'emploi salarié a moins reculé que prévu en mars : 8 000 postes ont été supprimés dans les branches marchands non agricoles, contre -39 000 prévu.

Cet écart est principalement le fait de l'emploi intérimaire, qui a augmenté de 13 000 postes, contre -18 000 prévu.

Enfin, l'inflation d'ensemble à la fin du premier trimestre 2013 a été supérieure de 0,1 point à notre prévision (+1,0 % contre +0,9 % anticipé). L'inflation sous-jacente s'est établie à 0,7 %, contre 0,5 % anticipé. Cet écart est notamment imputable aux prix de l'habillement-chaussures, qui ont augmenté davantage que prévu en mars.

### **Notre prévision de croissance pour le deuxième trimestre est revue en légère hausse**

Notre prévision de PIB pour le deuxième trimestre 2013 est revue légèrement à la hausse (+0,2 % contre +0,1 %). D'après les enquêtes de conjoncture et les données d'activité disponibles, la production manufacturière serait plus dynamique que prévu en mars (+0,9 % contre -0,2 % précédemment).

Du côté de la demande intérieure, la prévision change peu. La consommation progresserait de 0,1 % (comme précédemment) et l'investissement se contracterait à un rythme proche de celui inscrit en mars (-0,5 % contre -0,7 % auparavant). Le commerce extérieur soutiendrait légèrement l'activité, comme prévu en mars, mais les échanges seraient plus dynamiques. Les importations progresseraient de 1,0 %, contre 0,5 % précédemment, et les exportations de 1,3 % contre 0,7 % prévu en mars. La contribution des échanges extérieurs à la croissance s'élèverait à +0,1 point, comme précédemment.

Notre prévision d'emploi est revue en légère hausse : 29 000 emplois salariés seraient supprimés dans les branches marchandes non agricoles au deuxième trimestre, contre -35 000 dans notre prévision de mars. La baisse de l'emploi tertiaire serait en effet un peu moins marquée.

Enfin, l'inflation à la fin du deuxième trimestre 2013 serait sensiblement moins élevée que prévu en mars (+0,8 % contre +1,2 % anticipé). La prévision de l'inflation sous-jacente est inchangée (+0,4 %). En revanche, l'inflation énergétique a été plus faible que prévu en avril et en mai 2013. ■

# Production

La production de biens et services s'est légèrement repliée au premier trimestre 2013 (-0,1 % après -0,4 % au quatrième trimestre 2012). Le recul du PIB a été un peu plus marqué (-0,2 % après -0,2 %). L'activité dans l'industrie manufacturière a légèrement diminué (-0,3 % après -2,2 %) et la production de services marchands a été quasi stable (+0,1 % après +0,3 %). Dans le même temps, l'activité dans la construction a de nouveau nettement reculé (-0,8 % après -0,9 %).

En mai, le climat des affaires reste globalement dégradé en France mais se redresse dans l'industrie manufacturière. La production se redresserait au deuxième trimestre (+0,3 %), en raison du rebond des exportations et du besoin de reconstitution des stocks dans l'industrie. D'ici fin 2013, la demande finale devrait rester atone et, dès lors, la production serait quasi stable (0,0 % au troisième trimestre puis +0,1 % au quatrième).

Sur l'ensemble de l'année 2013, la production serait stable et le PIB reculerait de 0,1 %.

## La production resterait au point mort en 2013

Au premier trimestre 2013, la production de biens et services a été étale (-0,1 % après -0,4 % au quatrième trimestre 2012). L'indicateur du climat des affaires en France, issu des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, ne montre pas de signe d'amélioration au deuxième trimestre : il est stable en mai, à 84 points. Il reste

nettement en dessous de sa moyenne de long terme (cf. graphique 1). Au deuxième trimestre, la production de biens et services se redresserait toutefois (+0,3 %), stimulée par le rebond des exportations et le besoin de reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière. Mais elle serait à nouveau quasi stable aux troisième et quatrième trimestres 2013 (0,0 % puis +0,1 %, cf. graphique 2), dans la lignée d'une demande atone.

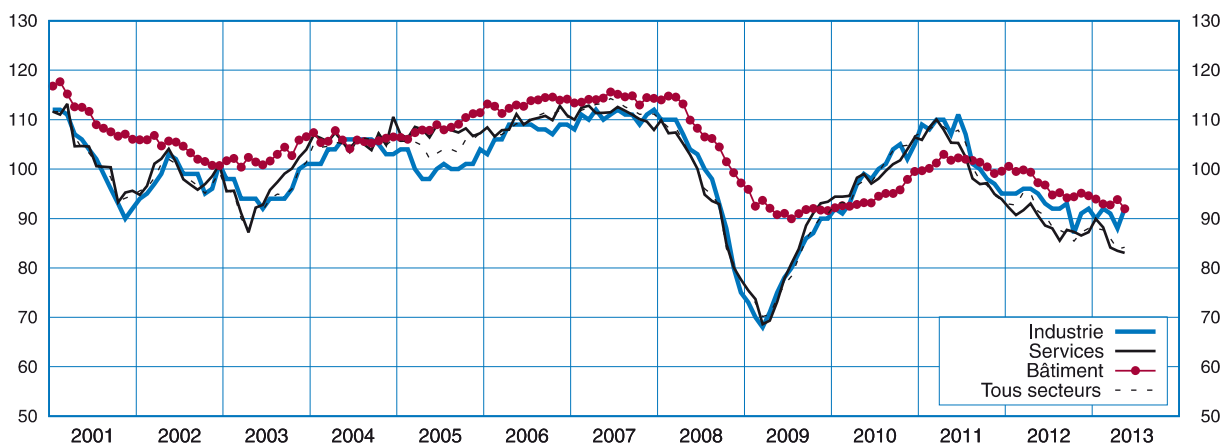
Sur l'ensemble de l'année 2013, la production serait stable, après -0,3 % en 2012.

## La production manufacturière se replierait légèrement début 2013

Après un recul marqué au quatrième trimestre 2012 (-2,2 %), la production manufacturière a baissé à un rythme moins marqué au premier trimestre 2013 (-0,3 %) du fait notamment du rebond de l'activité dans le secteur de la cokéfaction-raffinage (+5,6 % après -8,0 %). Le recul de l'activité est en revanche resté particulièrement prononcé dans les matériels de transport (-2,1 %). La production des industries agroalimentaires et celle de biens d'équipement se replient également (-1,1 % et -1,0 %).

Les industriels interrogés en mai 2013 font état d'une demande toujours dégradée, tout en notant une légère amélioration de la demande intérieure. Côté offre, les chefs d'entreprise se montrent toutefois nettement plus optimistes quant à leur activité passée : le solde correspondant rebondit très nettement (cf. graphique 3). Les perspectives

1 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



Source : Insee

personnelles de production sont au même niveau que le jugement sur la production passée, bien qu'en baisse par rapport au point haut de février. Les données d'activité disponibles fin avril délivrent un message encore plus favorable, si bien que la production rebondirait au deuxième trimestre (+0,9 %), avant de retrouver un rythme plus conforme à la tendance des enquêtes (-0,3 % au troisième trimestre et 0,0 % au quatrième).

Sur l'ensemble de l'année 2013, la production manufacturière se replierait de 1,3 % (après -2,8 % en 2012).

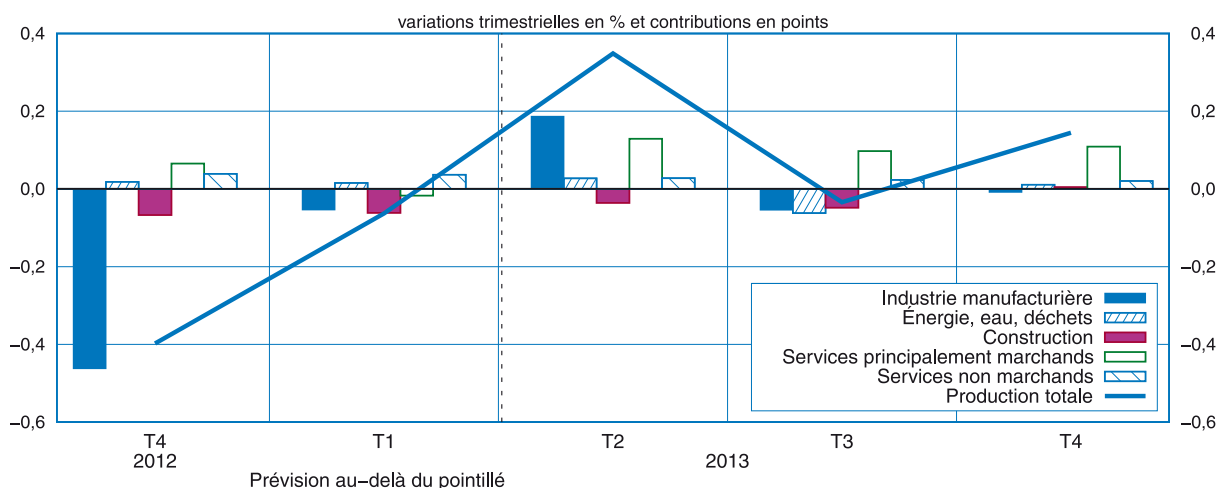
## Dans la construction, l'activité continuerait de se replier puis rebondirait légèrement au quatrième trimestre 2013

Au premier trimestre 2013, la production dans le secteur de la construction a baissé (-0,8 %, après -0,9 % au quatrième trimestre 2012). Dans le sillage des faibles niveaux de mises en chantier constatés en 2012, l'activité dans le bâtiment a continué de se replier et dans les travaux publics, l'activité a été pénalisée par les températures rigoureuses, notamment en mars.

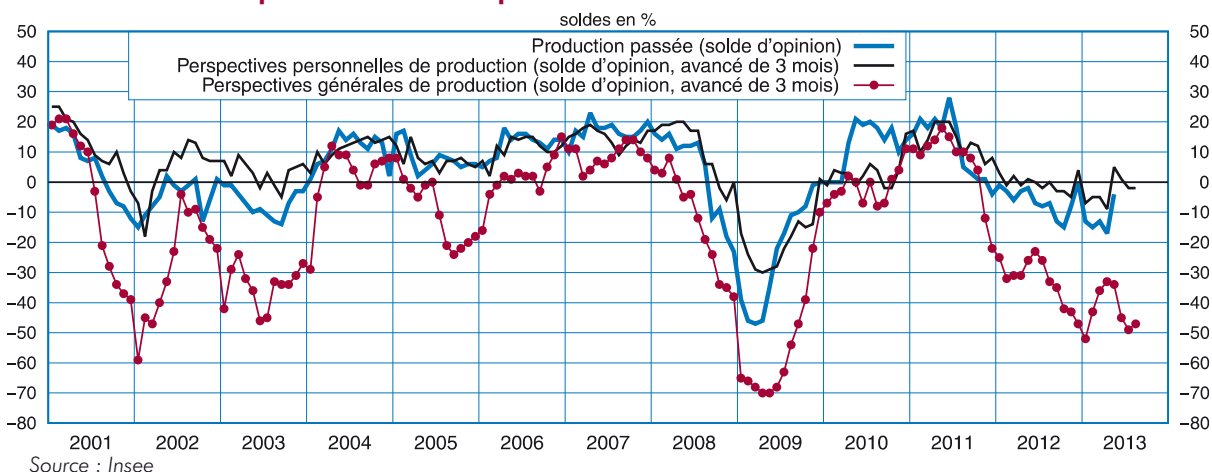
La production dans le secteur de la construction continuerait de se replier aux deuxième et troisième trimestres 2013 (-0,5 % au deuxième trimestre puis -0,7 %). Elle se stabiliserait néanmoins en fin d'année (+0,1 % au quatrième trimestre). En effet, les entrepreneurs du bâtiment font état d'une activité dégradée et de carnets de commandes toujours jugés inférieurs à la normale (cf. graphique 4). Cependant, le redressement des mises en chantier de logements depuis début 2013 annonce que le repli de l'activité dans le bâtiment, encore marqué aux deuxième et troisième trimestres, devrait s'interrompre, au moins temporairement, en fin d'année. Dans les travaux publics, l'opinion des entrepreneurs du secteur sur l'activité prévue continue de se redresser en avril 2013 et l'activité serait ponctuellement soutenue aux deuxième et troisième trimestres par le rattrapage du retard pris sur les chantiers à cause des températures rigoureuses de mars.

Sur l'ensemble de l'année 2013, la production dans le secteur de la construction baisserait de 2,4 %, après -0,7 % en 2012.

## 2 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



## 3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



## Services marchands : l'activité croîtrait de nouveau modérément en 2013

Au premier trimestre 2013, l'activité dans les services marchands hors commerce a augmenté de 0,1 % après +0,3 % au quatrième trimestre 2012. L'activité a résisté dans les activités immobilières (+0,2 % après +0,1 % au quatrième trimestre 2012), financières (+0,9 % après +0,8 %) et dans l'information-communication (+0,6 % après +0,8 %). Dans les autres sous-secteurs, la production a reculé, notamment dans le transport (-0,4 % après +1,0 %) et dans l'hébergement-restauration (-1,3 % après -0,2 %) car les dépenses des ménages en services ont reculé.

L'activité dans les services marchands hors commerce resterait peu dynamique jusqu'à fin 2013 (+0,2 % par trimestre). Selon les chefs d'entreprise, la conjoncture dans les services reste morose ces derniers mois : l'indicateur synthétique du climat des affaires s'établit à 83 en mai, bien en deçà de sa moyenne de longue période. En mai toutefois, les entrepreneurs ont révisé à la hausse leurs anticipations d'activité pour les mois à venir. Le redressement de la production dans l'industrie manufacturière se traduirait ainsi par davantage de consommations intermédiaires en services.

Sur l'ensemble de l'année 2013, la production de services marchands hors commerce augmenterait de 0,6 %, après une progression de +0,4 % en 2012.

## Services principalement non marchands : l'activité maintiendrait son rythme de croissance

Dans les services principalement non marchands, l'activité a ralenti au premier trimestre 2013 (+0,2 %, après +0,3 % au quatrième trimestre 2012). Son rythme de croissance se stabiliserait à +0,2 % aux deuxième et troisième trimestres 2013, puis diminuerait à 0,1 % au quatrième trimestre. Au total, la production de ce secteur augmenterait de 1,0 % en 2013, après une hausse de 1,2 % en 2012.

## Après un recul au premier trimestre 2013, l'activité commerciale se stabiliserait sur le reste de l'année

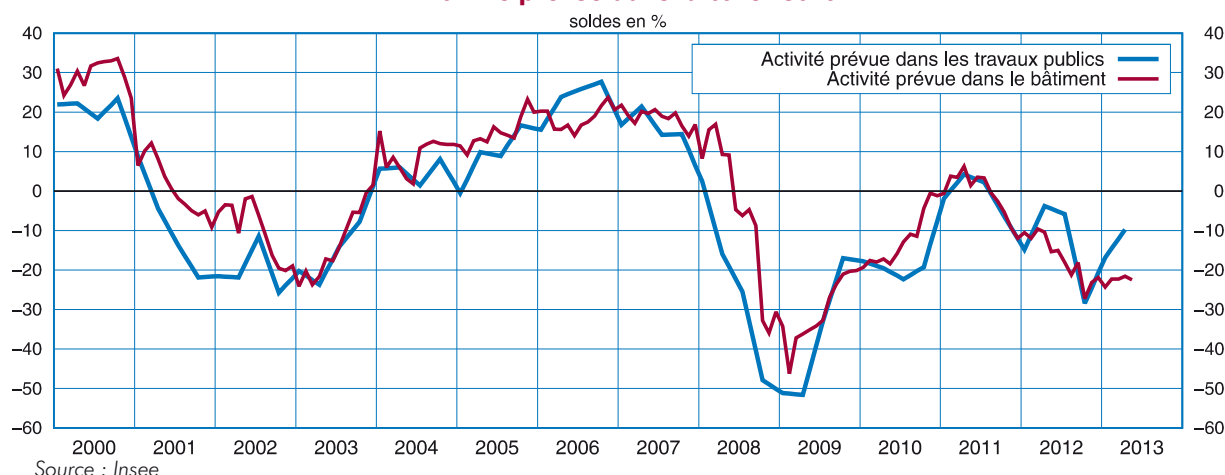
L'activité commerciale s'est de nouveau repliée au premier trimestre 2013 (-0,4 % comme au quatrième trimestre 2012), affectée notamment par l'atonie de la consommation des ménages et le recul des exportations.

Selon les entrepreneurs du commerce de gros interrogés en mai, le climat des affaires se détériore dans le secteur même si les intentions de commandes se stabilisent et si les commandes en provenance de l'étranger sont mieux orientées qu'en mars. De même, dans le commerce de détail et l'automobile, l'indicateur du climat des affaires reste dégradé en mai 2013. L'activité commerciale resterait ainsi pénalisée par l'atonie des dépenses de consommation des ménages et le recul de l'investissement. Elle bénéficierait en revanche du rebond des exportations. Au total, elle progresserait à peine d'ici la fin de l'année (0,3 % au deuxième trimestre puis +0,1 % aux troisième et quatrième trimestres). Sur l'ensemble de l'année 2013, la production dans le commerce se replierait de 0,3 % (après +0,1 % en 2012).

## La production d'énergie se stabiliserait au deuxième trimestre 2013

La production d'énergie a progressé début 2013 au même rythme que fin 2012 (+0,4 %) sous l'effet notamment de la forte augmentation des dépenses des ménages en chauffage au premier trimestre. La production d'énergie continuerait de croître au deuxième trimestre 2013 (0,6 %) car les dépenses des ménages en énergie seraient encore importantes du fait des températures plus basses qu'à l'habitude. Le retour à la normale saisonnière de la consommation énergétique des ménages entraînerait un repli de la production d'énergie au troisième trimestre. Au total en 2013, elle augmenterait de 0,4 % après une hausse de 1,6 % en 2012. ■

4 - Activité prévue dans la construction





# Environnement international de la France

Au premier trimestre 2013, l'activité a rebondi dans les économies avancées (+0,4 % après 0,0 %), comme prévu dans la Note de Conjoncture de mars. Dans la plupart des économies émergentes, l'activité a été moins dynamique que ce que l'amélioration des enquêtes de conjoncture laissait espérer. D'ici fin 2013, la croissance resterait modérée dans ces économies. Dans les économies avancées, le maintien de politiques monétaires très accommodantes permettrait une progression des demandes intérieures, d'autant plus que l'inflation baisserait de nouveau d'ici la fin de l'année (+1,0 % fin 2013). En particulier, les effets de la consolidation budgétaire seraient contenus grâce aux effets de richesse aux États-Unis et dans une moindre mesure au Royaume-Uni. Soutenu par le rebond de la demande des pays avancés, le commerce mondial aurait ainsi un rythme de croissance proche de sa moyenne de longue période (+1,3 % par trimestre).

## Des politiques monétaires toujours plus expansionnistes

Les Banques centrales des économies avancées ont des marges de manœuvre réduites, leurs taux directeurs se situant à un plus bas historique. Elles mobilisent en revanche de plus en plus les instruments non conventionnels. Les bilans des banques centrales continueraient d'augmenter rapidement à l'horizon de la prévision, aux

États-Unis où la Fed achète 85 Mds \$ de titres mensuellement et au Japon où la banque centrale a pour objectif de doubler la base monétaire en deux ans. Dans les pays émergents, le fort assouplissement des politiques monétaires tout au long de 2012 a contribué à relancer l'activité. Néanmoins, des tensions inflationnistes réapparaissent et certaines banques centrales commencent à durcir quelque peu leur politique monétaire.

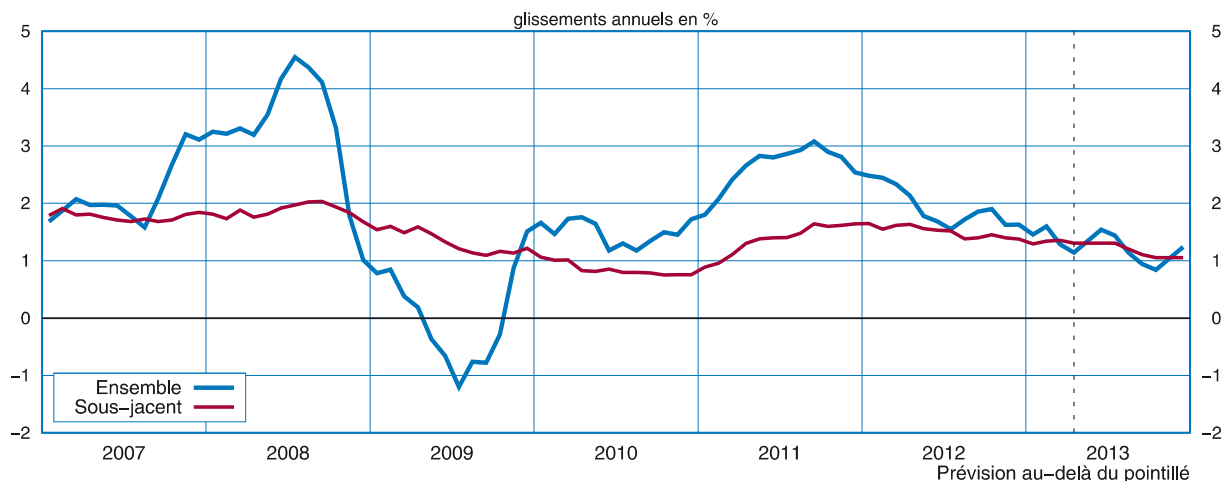
## L'Amérique consolide

Aux États-Unis, l'orientation de la politique budgétaire est devenue nettement plus restrictive depuis six mois. Les prélèvements sur les ménages ont fortement augmenté au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et les dépenses publiques, qui se replient depuis deux trimestres, continueraient de baisser avec la mise en place du sequestre depuis le 1<sup>er</sup> mars. Dans la zone euro, la consolidation budgétaire se poursuivrait, quoiqu'à un rythme nettement plus faible en Italie. À l'inverse, au Japon, le nouveau plan de relance d'environ 2 points de PIB voté par le Parlement en février 2013 soutiendrait fortement l'activité à court terme.

## L'inflation continuerait de baisser dans les économies avancées

Depuis fin 2011, l'inflation se modère sous l'effet du reflux des prix des matières premières. Au premier trimestre 2013, l'augmentation des prix à la consommation dans les pays avancés n'est plus que de 1,5 % en glissement annuel. Sous l'hypothèse

1 - L'inflation continuerait de baisser dans les économies avancées



Sources : Instituts statistiques nationaux, calculs et prévisions Insee

d'une stabilisation du prix du pétrole (autour de 104 \$ pour le Brent) la baisse de l'inflation se poursuivrait (+1,0 % à la fin de l'année, cf. graphique 1).

La hausse des prix des matières premières industrielles et énergétiques en 2010 s'est transmise avec retard, en 2011 à l'inflation sous-jacente. Mais, depuis début 2012, l'inflation sous-jacente recule, et ce d'autant plus que le niveau toujours élevé du chômage pèse sur le pouvoir de négociation des salariés. L'indice sous-jacent continuerait donc de baisser (de +1,3 % en glissement annuel au premier trimestre 2013 à +1,1 % au quatrième trimestre). Cette baisse de l'inflation soutient le pouvoir d'achat des ménages.

### Timide reprise des économies émergentes

L'accélération des économies émergentes est restée modeste depuis six mois par rapport à ce que laissait espérer la nette amélioration des enquêtes de conjoncture. En avril et en mai, le climat conjoncturel dans les grandes économies émergentes se dégrade légèrement. Les politiques budgétaires et monétaires restent néanmoins très expansionnistes et continueraient de soutenir les demandes intérieures d'ici la fin de l'année 2013. L'activité gagnerait ainsi un peu d'élan dans ces économies sans toutefois retrouver le rythme de croissance des années 2000. Leurs importations croîtraient de 1,5 % par trimestre, après +1,1 % au premier trimestre 2013.

### L'embellie se poursuivrait d'ici la fin de l'année 2013 dans les économies avancées

Au premier trimestre 2013, les économies avancées ont rebondi (+0,4 % après 0,0 %). Dans l'ensemble des économies avancées, la demande intérieure privée a légèrement progressé et les exportations se sont redressées après la

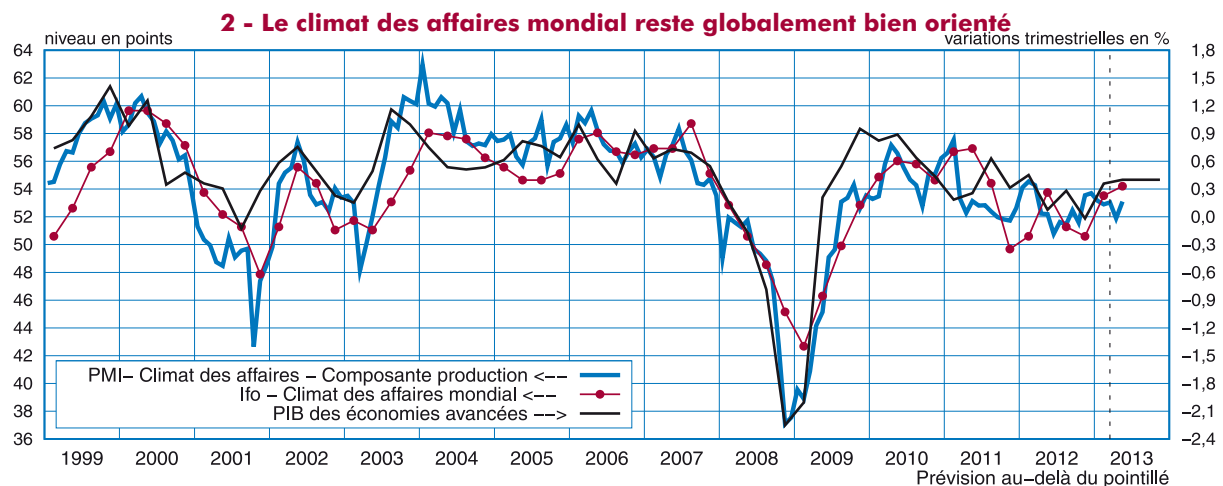
contraction du quatrième trimestre 2012. Et surtout, après le net déstockage du quatrième trimestre 2012, la contribution des stocks a été positive. Le climat conjoncturel reste globalement favorable par rapport au point bas atteint en 2012, malgré un léger repli dans le secteur manufacturier (cf. graphique 2). L'activité dans les économies avancées resterait donc soutenue d'ici la fin de l'année 2013 (+0,4 % par trimestre).

### Lent rétablissement de la zone euro

Cette situation d'ensemble recouvre des situations conjoncturelles différentes. Aux États-Unis et dans une moindre mesure au Royaume-Uni, la demande intérieure continuerait de soutenir l'activité, malgré la consolidation budgétaire. En effet, la hausse du prix des actifs générerait des effets de richesse, et ce d'autant plus que la baisse des taux et l'amélioration des conditions de financement a permis un redémarrage du crédit. L'économie japonaise continuerait de croître rapidement, sous l'effet de la forte dépréciation du yen et du plan de relance voté par le gouvernement Abe. Après six trimestres consécutifs de repli de l'activité, la zone euro retrouverait un peu de croissance. En Allemagne, l'activité accélérerait nettement grâce au rebond de l'investissement et des exportations. En Espagne et en Italie, le PIB se replierait encore aux deuxième et troisième trimestres mais l'activité se stabiliserait en fin d'année. En France, l'activité croîtrait faiblement, la demande intérieure manquant de dynamisme.

### Net rebond de la demande mondiale adressée à la France d'ici la fin de l'année 2013

Au premier trimestre 2013, le commerce mondial a progressé sur un rythme légèrement inférieur à celui anticipé dans la Note de Conjoncture de mars (+0,7 %). Les importations des économies émergentes ont progressé de 1,1 % et celles des économies avancées ont stagné (-0,1 %, cf. tableau).



Sources : Markit, Ifo, prévisions Insee

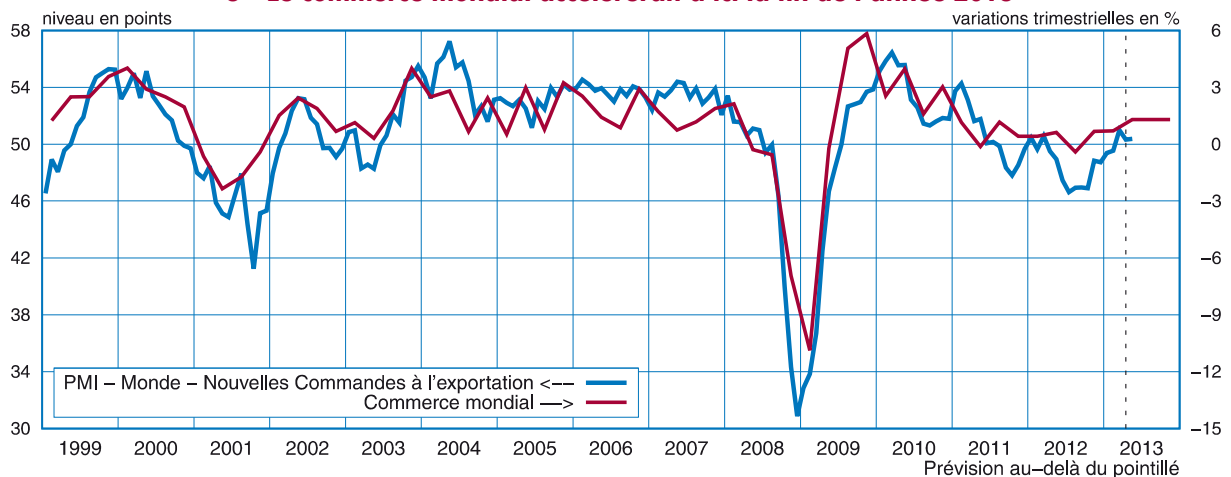


## Conjoncture française

Pour l'ensemble de l'économie mondiale, la composante des nouvelles commandes à l'exportation des enquêtes PMI se redresse nettement depuis le point bas atteint au mois de juillet et a dépassé le seuil d'expansion depuis mars (cf. graphique 3). Le commerce mondial croîtrait nettement ainsi à l'horizon de la prévision (+1,3 % par trimestre).

L'accélération des importations des pays avancés, notamment européens, permettrait également un net rebond de la demande mondiale adressée à la France au premier semestre 2013 : après s'être contractée au premier trimestre 2013 (-0,3 %), elle progresserait au rythme d'environ 1 % par trimestre jusqu'à la fin de l'année. ■

### 3 - Le commerce mondial accélérerait d'ici la fin de l'année 2013



Sources : Markit, Centraal PlanBureau, prévisions INSEE

### Synthèse du scénario international

	Variations trimestrielles en %												Variations annuelles en %		
	2011				2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>PIB des économies avancées</b>	0,2	0,3	0,6	0,3	0,5	0,1	0,3	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	1,7	1,3	1,1
<b>Commerce mondial</b>	1,2	-0,1	1,2	0,4	0,4	0,6	-0,4	0,7	0,7	1,3	1,3	1,3	5,9	1,7	3,1
Importations des économies avancées	0,9	-0,4	0,6	-0,2	0,2	-0,2	-0,1	-1,6	-0,1	1,0	1,0	1,0	3,7	-0,4	0,0
Importations des économies émergentes	2,0	0,1	1,2	1,8	0,5	0,9	-0,1	3,8	1,1	1,5	1,5	1,5	8,4	4,1	6,5

Prévision

Sources : Instituts statistiques nationaux, Centraal PlanBureau, Fonds monétaire international, prévisions Insee

# Échanges extérieurs

Malgré la progression du commerce mondial (+0,7 % au quatrième trimestre 2012 et au premier trimestre 2013), les exportations se sont de nouveau contractées au premier trimestre 2013 (-0,5 % après -0,7 %). Elles ont été notamment pénalisées par le repli de la demande de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Au deuxième trimestre 2013, les exportations progresseraient de 1,3 % : en effet, la demande adressée à la France accélérerait du fait du redressement des importations des pays avancés, notamment de celles de l'Allemagne. A contrario, les effets négatifs de l'appréciation récente de l'euro s'accroîtraient légèrement. Les exportations progresseraient ensuite de +0,6 % par trimestre au second semestre ; sur l'ensemble de l'année 2013, elles n'augmenteraient que de 0,8 % après +2,5 % en 2012.

Après avoir sensiblement reculé fin 2012, les importations se sont stabilisées au premier trimestre 2013 (+0,1 % après -1,3 %). Elles accéléreraient au deuxième trimestre (+1,0 %), puis continueraient de progresser en fin d'année, dans le sillage des exportations. Sur l'ensemble de l'année, les importations progresseraient de 0,4 %, après avoir baissé de 0,9 % en 2012.

Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance de l'activité serait légèrement positive puis nulle jusqu'à la fin de l'année. En moyenne, en 2013, elle serait neutre : +0,1 point après +1,0 point en 2012.

## Les exportations seraient soutenues par le rebond de la demande de l'Allemagne et l'accélération globale du commerce mondial

Au premier trimestre 2013, les exportations françaises de biens et services se sont de nouveau contractées (-0,5 % après -0,7 %, cf. tableau). La demande adressée à la France a en effet diminué pour le deuxième trimestre consécutif (-0,3 % après -0,5 %). Elle a, en particulier, pâti de la baisse de la demande de l'Allemagne et du Royaume-Uni (cf. graphique 1).

Les exportations de produits manufacturés ont reculé de 0,4 % au premier trimestre 2013. Cette baisse s'explique principalement par la forte baisse des ventes de produits de la cokéfaction et du raffinage (-12,4 % après +11,6 %), mais aussi par celle des « autres produits industriels » (-0,7 % après -0,2 %). En revanche, les ventes de matériels de transport ont progressé (+1,4 % après -5,2 %), soutenues par des livraisons importantes d'avions Airbus et d'un paquebot de croisière au Panama. Par ailleurs, les exportations d'énergie-eau-déchets ont fortement reculé en début d'année (-15,7 % après +0,4 %), notamment par contrecoup des fortes ventes de déchets industriels en décembre 2012. Après des ventes céréalières importantes fin 2012, les ventes de produits agricoles ont ralenti (+3,3 % après +12,4 %). Enfin, les exportations de services ont continué de progresser (+0,5 %).

## Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles								Variations annuelles	
	2012				2013				2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
<b>Exportations</b>										
Ensemble des biens et services	0,1	0,9	0,5	-0,7	-0,5	1,3	0,6	0,6	2,5	0,8
Produits manufacturés (75 %*)	0,9	0,9	0,5	-1,5	-0,4	1,8	0,7	0,7	3,0	0,8
<b>Importations</b>										
Ensemble des biens et services	0,9	0,2	0,1	-1,3	0,1	1,0	0,6	0,6	-0,9	0,4
Produits manufacturés (77 %*)	1,5	1,6	-1,1	-1,5	0,2	1,1	0,7	0,7	0,3	0,2
<b>Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,1</b>

Prévisions

\*Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2012

Source : Insee

À l'horizon de la prévision, les exportations se redresseraient, progressant de 1,3 % au deuxième trimestre puis de 0,6 % par trimestre au second semestre. Elles seraient soutenues par la croissance du commerce mondial (cf. graphique 2), qui retrouverait un rythme de croissance plus élevé (+1,3 % par trimestre). La demande adressée à la France resterait moins dynamique que le commerce mondial (cf. graphique 2), les demandes de l'Espagne et de l'Italie continuant de baisser. Toutefois, elle bénéficierait dès le deuxième trimestre du rebond des importations allemandes et elle accélérerait vivement (+1,0 % au deuxième trimestre 2013 après -0,3 % au premier). Par ailleurs, l'appréciation récente de l'euro compenserait les effets favorables des dépréciations passées et la compétitivité-prix soutiendrait moins les exportations en 2013 qu'en 2012 (cf. graphique 3).

Les exportations de produits manufacturés augmenteraient de 1,8 % au deuxième trimestre, en net rebond par rapport au premier trimestre. Elles progresseraient ensuite de 0,7 % par trimestre jusqu'à la fin de l'année. Les exportations de services conserveraient un rythme de progression proche de celui observé début 2013 (+0,2 puis +0,6 % par trimestre). En revanche, les exportations agricoles se contracteraient au deuxième trimestre 2013 (-1,7 %), puis se stabiliseraient jusqu'à la fin de l'année. Enfin, les ventes d'énergie-eau-déchets se redresseraient quelque peu au deuxième trimestre, après la forte baisse du trimestre précédent, avant de se stabiliser à l'horizon de prévision.

Au total, en 2013, les exportations seraient en hausse (+0,8 %), en net ralentissement par rapport à 2012 (+2,5 %). La part de marché de la France reculerait quelque peu d'ici fin 2013, après avoir profité de la dépréciation de l'euro au cours de l'année 2012 (cf. graphique 4).

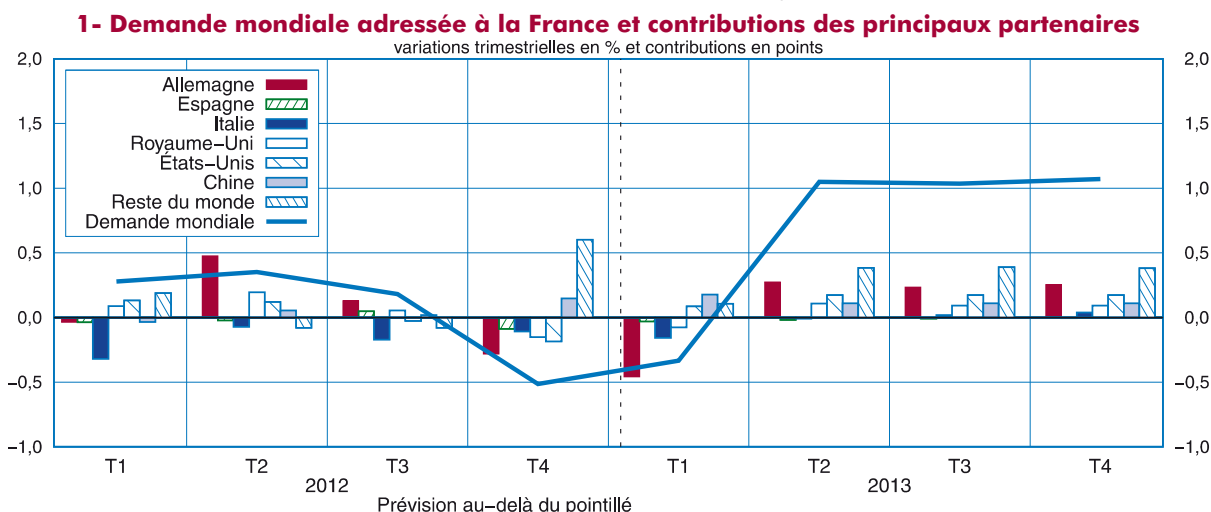
### À la suite des exportations, les importations renoueraient progressivement avec la croissance

Au premier trimestre 2013, les importations de biens et services se sont stabilisées (+0,1 % après -1,3 %). Les achats de produits manufacturés ont progressé (+0,2 % après -1,5 %), en particulier ceux de biens d'équipement (+1,8 %) et de produits de cokéfaction et raffinage (+1,7 %). Ces augmentations ont été contrebalancées par la baisse des achats « d'autres produits industriels » (-0,7 %). Par ailleurs, les importations de produits agricoles et de services marchands se sont redressées (respectivement +2,5 % et +2,1 %). Enfin, les achats de produits énergétiques ont diminué de nouveau (-2,6 % après -3,1 %). Les achats ont été faibles depuis l'Union Européenne comme depuis le reste du monde (respectivement -0,1 % et +0,4 %).

Au deuxième trimestre 2013, les importations seraient dynamiques. Elles seraient soutenues par le redressement des achats de produits manufacturés (+1,0 %), d'énergie (+1,0 %) et de services (+0,5 %). Les importations ralentiraient ensuite (+0,6 % par trimestre), notamment celles de produits manufacturés, dans le sillage des exportations<sup>1</sup>. Elles seraient pénalisées par la faiblesse de la demande intérieure. Les achats d'énergie augmenteraient légèrement au deuxième trimestre 2013 puis se stabiliseraient, tandis que les achats de produits agricoles croîtraient légèrement à l'horizon de la prévision. Enfin, les importations de services conserveraient un rythme de croissance de +0,6 % jusqu'à la fin de l'année.

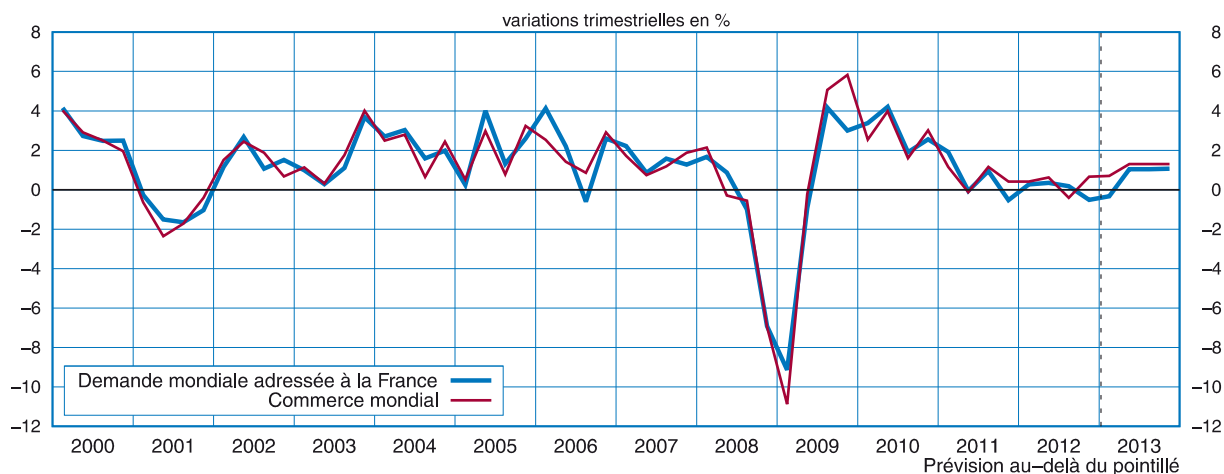
En moyenne sur l'année 2013, comme les exportations, les importations de biens et services seraient en légère hausse (+0,4 %), après avoir reculé en 2012 (-0,9 %). La contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB serait légèrement positive au deuxième trimestre puis resterait neutre jusqu'à la fin de l'année, et serait nulle en moyenne en 2013.■

(1) Via le contenu des exportations en importations.



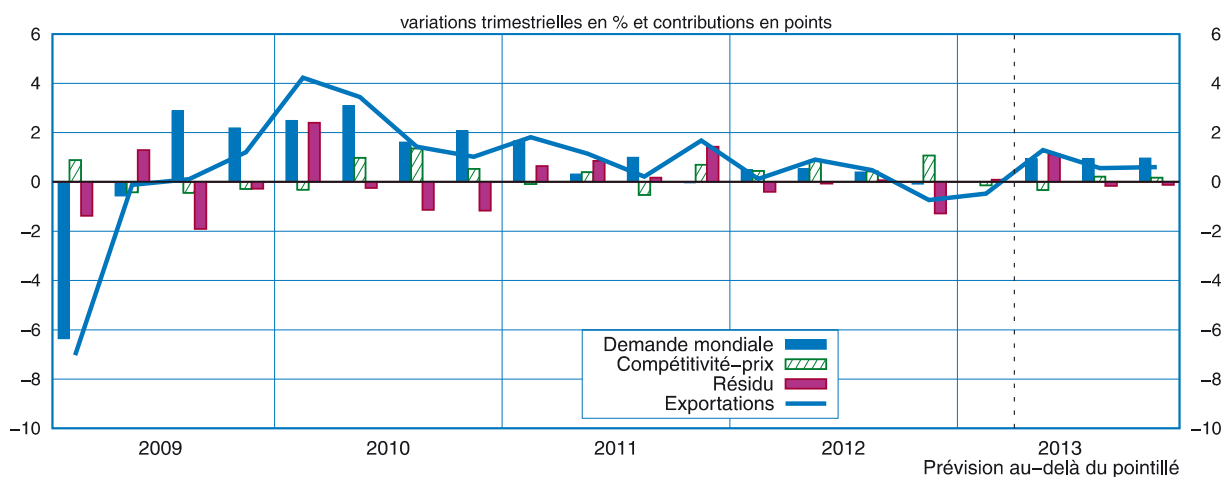
Sources : Insee, Centraal PlanBureau

## 2 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



Sources : Insee, Centraal PlanBureau

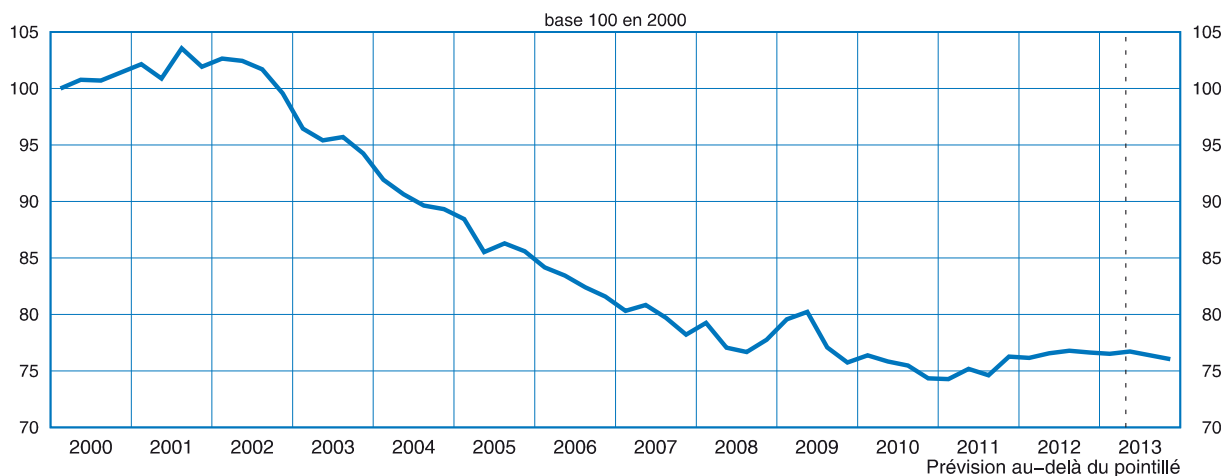
## 3 - Exportations (biens et services) et contributions économétriques



Note de lecture : la contribution du trend de perte de parts de marché, égale chaque trimestre à - 0,4 % n'a pas été représentée ici par souci de lisibilité.

Source : Insee

## 4 - Part de marché de la France\*



\* La part du marché est calculé comme le rapport entre les exportations en volume et la demande adressée à la France.

Sources : Trésor, Insee

# Emploi

L'emploi dans les secteurs marchands non agricoles a fortement diminué au second semestre 2012 (-82 000 postes) et, du fait de la faiblesse de l'activité, continuerait de reculer à un rythme soutenu en 2013 (-113 000 postes). Les gains de productivité resteraient positifs mais modérés (+0,3 % après +0,4 % en 2012).

Dans les secteurs non marchands, en revanche, l'emploi augmenterait notablement en 2013 (+85 000 postes, après +19 000 postes en 2012), grâce à la création d'emplois aidés. Cette hausse serait plus sensible au second semestre 2013 (+71 000 postes) qu'au premier (+14 000).

L'emploi total serait quasi stable sur l'ensemble de l'année 2013 contrastant avec le fort repli de 2012 (-51 000).

## Le nombre de salariés dans les secteurs marchands baisserait en 2013

En 2012, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a fortement diminué (de 92 000 postes, cf. tableau 1), alors qu'il était en hausse en 2011. Le profil de l'emploi au cours de l'année a été très marqué : les effectifs ont légèrement diminué au premier semestre 2012 (-10 000), puis ont chuté au second semestre (-82 000 postes). Cette évolution a été relativement

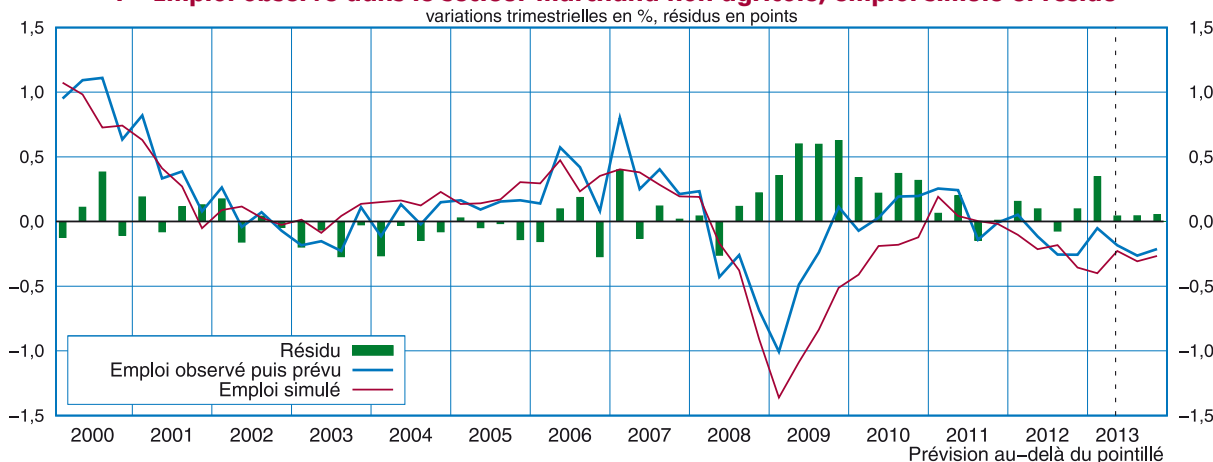
conforme à ce que laissaient attendre les évolutions des déterminants usuels de l'emploi (cf. graphique 1). Le ralentissement de l'activité depuis début 2011, qui s'est accentué en 2012, s'est ainsi transmis progressivement à l'emploi et, après avoir reculé début 2012, la productivité apparente du travail s'est très légèrement redressée au second semestre 2012.

L'emploi marchand a de nouveau baissé au premier trimestre 2013 (-8 000 postes), évolution toutefois nettement plus favorable que ce que laissait attendre le repli de l'activité (cf. graphique 1). À l'horizon de la prévision, l'emploi marchand continuerait de pâtir de la faiblesse de l'activité et reculerait de nouveau, même si les premiers effets du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi modéreraient quelque peu cette baisse (15 000 emplois inscrits pour le premier semestre et 17 000 supplémentaires au second semestre 2013). Au total, l'emploi marchand reculerait de 38 000 postes au premier semestre 2013 et de 76 000 postes au second semestre.

## L'intérim se stabiliserait en 2013, mais l'emploi tertiaire hors intérim reculerait

Dans le secteur tertiaire marchand, l'emploi a reculé en 2012, avec un profil semestriel marqué (cf. graphique 2). Après avoir progressé légèrement au premier semestre (+5 000), il a fortement reculé au second semestre (-53 000).

1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu



Note de lecture : Le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi. Un résidu positif, comme début 2012, indique que l'emploi observé s'est comporté de façon plus favorable que ne laissaient attendre les comportements passés.

Source : Insee

Les pertes d'emploi ont été fortes en fin d'année à la fois dans l'intérim (-37 000 postes au second semestre après -24 000 au premier) et dans le secteur tertiaire hors intérim (-16 000 au second semestre, après +29 000 au premier).

Au premier trimestre 2013, l'emploi intérimaire s'est redressé (+13 000), mais l'emploi hors intérim a légèrement diminué (-2 000). Le taux de recours à l'intérim, en baisse depuis le second semestre 2011, s'est stabilisé début 2013 (cf. graphique 3). Il resterait à ce faible niveau, et le nombre d'intérimaires reculerait seulement faiblement d'ici la fin de l'année. En revanche, sous l'effet de la faiblesse de l'activité, l'emploi hors intérim baisserait (-8 000 postes au premier semestre puis -23 000 au second).

Au total, l'emploi tertiaire marchand baisserait de 6 000 postes au premier semestre puis de 24 000 au second.

## L'emploi industriel baisserait en 2013

Sur l'ensemble de l'année 2012, l'emploi industriel a reculé (-72 000 postes). L'emploi hors intérim<sup>1</sup> a diminué de 31 000 postes, avec des pertes d'emplois d'ampleur comparable au premier (-13 000) et au second semestre (-18 000 postes). L'emploi intérimaire dans l'industrie a fortement baissé (-41 000 postes) et le taux de recours à l'intérim dans ce secteur est passé de 7,3 % à 6,2 %.

L'activité industrielle resterait peu dynamique à l'horizon de la prévision et l'emploi industriel total, y compris les intérimaires employés dans le secteur, continuerait de reculer à un rythme élevé en 2013 (-19 000 au premier semestre 2013 puis -39 000 au second semestre 2013). Mais, contrairement à l'année 2012, les pertes d'emplois concerneraient essentiellement l'emploi industriel hors intérim

(1) Dans les chiffres publiés par l'Insee, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction.

(-28 000 au premier semestre 2013 puis -38 000 au second semestre 2013). Après avoir servi de variable d'ajustement, l'emploi intérimaire serait stable.

## Les pertes d'emploi s'accroîtraient dans la construction en 2013

Dans la construction, les pertes d'emplois se sont poursuivies en 2012 (-14 000), à un rythme proche de celui de 2011 (-11 000). Cette baisse a été concentrée sur le second semestre de l'année (-11 000 postes).

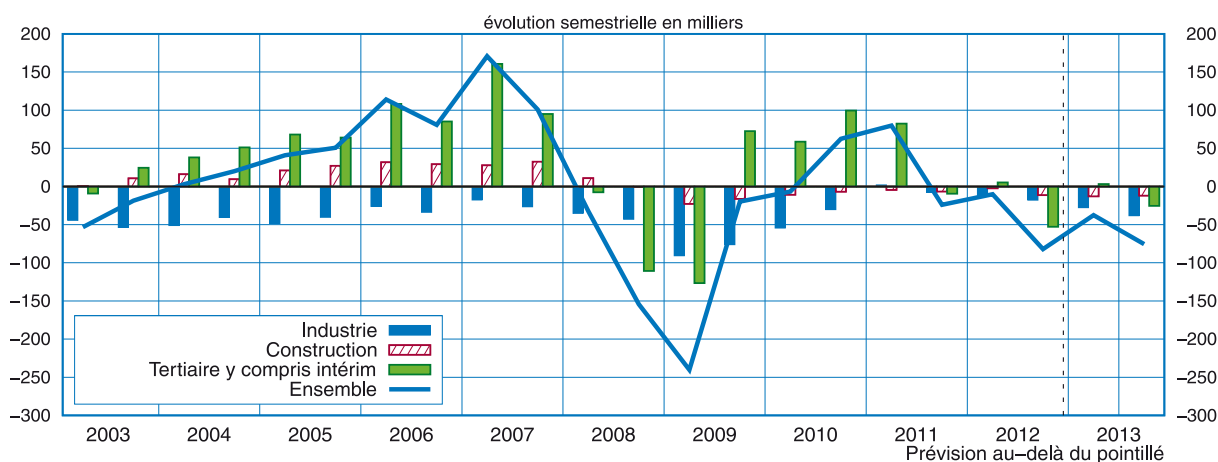
Au premier trimestre 2013, l'emploi dans la construction a continué de baisser au même rythme qu'en 2012. Selon les enquêtes de conjoncture, aucune amélioration sur le marché du travail de la construction n'étant prévue, l'emploi baisserait sur les trois derniers trimestres 2013. L'emploi se replierait sur un rythme comparable au premier semestre 2013 (-13 000) et au second (-12 000).

## L'emploi non marchand à nouveau en hausse grâce aux emplois d'avenir

En 2012, les effectifs du secteur non marchand ont progressé (+18 000), après un net repli en 2011 (-32 000 postes). Cet accroissement provient notamment des créations d'emplois privés dans le secteur non marchand (+23 000 salariés en 2012).

En 2013, l'emploi non marchand progresserait, au premier semestre (+14 000) comme au second (+71 000). La Loi de finances pour 2013 prévoit 403 000 entrées dans les dispositifs de contrats aidés non marchands en France métropolitaine, dont 92 000 au titre des emplois d'avenir, après 395 000 observées en 2012. Fin mai 2013, 92 000 contrats CUI supplémentaires dans le secteur non marchand ont été annoncés pour la France métropolitaine. Le nombre de

## 2 - Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles



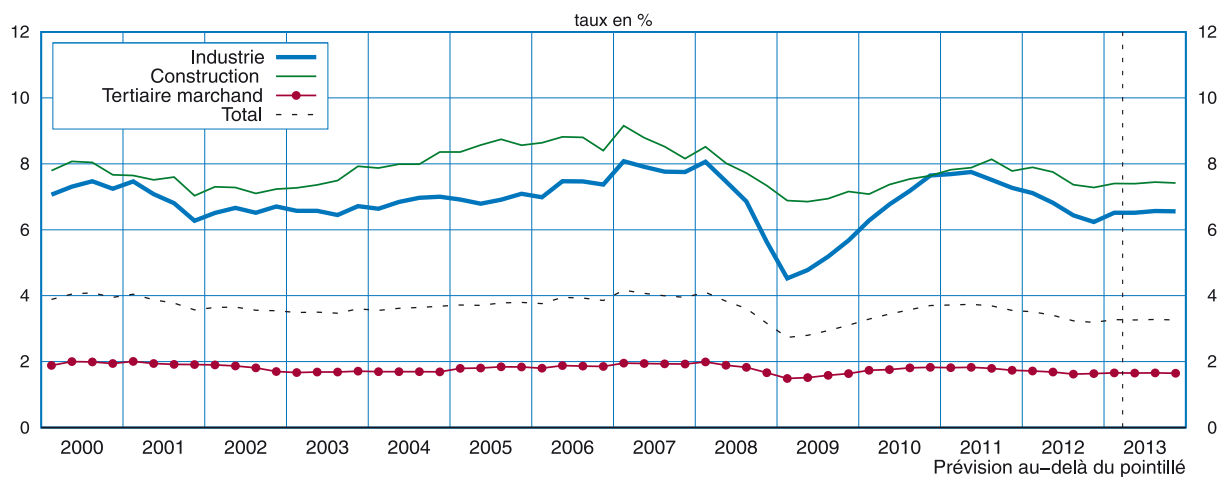
Source : Insee



bénéficiaires de contrats aidés progresserait ainsi de 19 000 au premier semestre, dont +29 000 grâce à la mise en place des emplois d'avenir (cf. *tableau 2*). Au second semestre, la montée en puissance des emplois d'avenir et les recrutements en CUI plus nombreux augmenteraient fortement le nombre d'entrées en contrats aidés, dont la

plupart n'auraient pas encore expiré en fin d'année ; le nombre de bénéficiaires augmenterait ainsi de 108 000 sur le second semestre 2013. Sur l'année, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand augmenterait de 126 000. ■

### 3 - Taux de recours à l'intérim selon les secteurs



**Tableau 1**

## Évolution de l'emploi

	Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS						Évolution de l'emploi sur la période (en %) CVS						Niveau en fin de période (en milliers) CVS		
	2011	2012	2013	2012 S2	2013 S1	2013 S2	2011	2012	2013	2012 S2	2013 S1	2013 S2	2011	2012	2013
<b>Salariés du secteur concurrentiel = (1) + (2)</b>	71	-70	-99	-72	-35	-64	0,4	-0,4	-0,6	-0,4	-0,2	-0,4	17994	17924	17825
<b>Secteurs principalement non marchands (1) (établissements privés seulement)</b>	15	22	14	10	2	12	0,8	1,1	0,7	0,5	0,1	0,6	1933	1955	1970
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles (2) dont :</b>	56	-92	-113	-82	-38	-76	0,3	-0,6	-0,7	-0,5	-0,2	-0,5	16061	15969	15855
Industrie	-6	-31	-66	-18	-28	-38	-0,2	-0,9	-2,0	-0,6	-0,9	-1,2	3267	3237	3171
<i>dont : Industrie manufacturière</i>	-11	-35	-60	-19	-26	-34	-0,4	-1,2	-2,1	-0,6	-0,9	-1,2	2901	2866	2806
Construction	-11	-14	-25	-11	-13	-12	-0,8	-1,0	-1,8	-0,8	-0,9	-0,8	1435	1421	1396
Tertiaire essentiellement marchand	73	-48	-22	-53	3	-25	0,6	-0,4	-0,2	-0,5	0,0	-0,2	1135 9	1131 1	1128 9
<i>dont : Commerce</i>	20	-18	-13	-14	-6	-6	0,7	-0,6	-0,4	-0,5	-0,2	-0,2	3029	3010	2998
<i>Services marchands (y compris intérim)</i>	52	-29	-10	-39	9	-19	0,6	-0,4	-0,1	-0,5	0,1	-0,2	8330	8301	8291

	Créations d'emploi sur la période (en milliers)						Évolution de l'emploi sur la période (en %)					
	2011	2012	2013	2012 S2	2013 S1	2013 S2	2011	2012	2013	2012 S2	2013 S1	2013 S2
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles</b>	56	-92	-113	-82	-38	-76	0,3	-0,6	-0,7	-0,5	-0,2	-0,5
<b>Salariés agricoles</b>	-4	-4	-4	-2	-2	-2	-1,6	-1,8	-1,9	-0,9	-0,9	-0,9
<b>Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)</b>	-32	18	85	-6	14	71	-0,4	0,2	1,1	-0,1	0,2	0,9
<b>Non-salariés</b>	62	25	20	13	10	10	2,5	1,0	0,8	0,5	0,4	0,4
<b>EMPLOI TOTAL</b>	83	-53	-12	-77	-15	3	0,3	-0,2	0,0	-0,3	-0,1	0,0

Prévision

Note de lecture : 64 000 emplois seraient perdus dans le secteur concurrentiel durant le second semestre 2013. Cela correspond à une baisse de 0,4% sur le semestre. Ce secteur comprendrait, au 31 décembre 2013, 17 825 000 salariés.

(1) Secteur OQ privé

(2) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

**Tableau 2**

## Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

en milliers

	2011	2012 S1	2012 S2	2012	2013 S1	2013 S2	2013
Emplois d'Avenir	0	0	1	1	29	50	79
CUI-CAE (remplace CAE+CAV au 01/01/10)	-37	25	-28	-3	-10	57	47
Contrats d'Accompagnement vers l'Emploi	-8	0	0	0	0	0	0
Contrats d'Avenir	-5	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>-50</b>	<b>25</b>	<b>-27</b>	<b>-3</b>	<b>19</b>	<b>108</b>	<b>126</b>

Prévision

Champ : France métropolitaine

Sources : Insee

# Chômage

Au premier trimestre 2013, le taux de chômage est estimé à 10,8 % de la population active (10,4 % en France métropolitaine), en hausse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent. Cette estimation est à ce stade plus incertaine qu'habituellement en raison d'un taux de non-réponse plus important qu'à l'accoutumée et de changements dans le questionnaire et les méthodes de traitement de l'enquête Emploi servant à établir la mesure du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT, cf. encadré). Depuis mi-2011, le taux de chômage a augmenté de 1,3 point en France métropolitaine et il continuerait d'augmenter à l'horizon de la prévision, à un rythme toutefois ralenti. Fin 2013, il s'élèverait à 11,1 % (10,7 % en France métropolitaine).

## Au premier trimestre 2013, le taux de chômage est estimé à 10,8 % de la population active

Au premier trimestre 2013, le taux de chômage aurait augmenté pour le septième trimestre consécutif (cf. graphique 1), à 10,8 % (10,4 % en France métropolitaine).

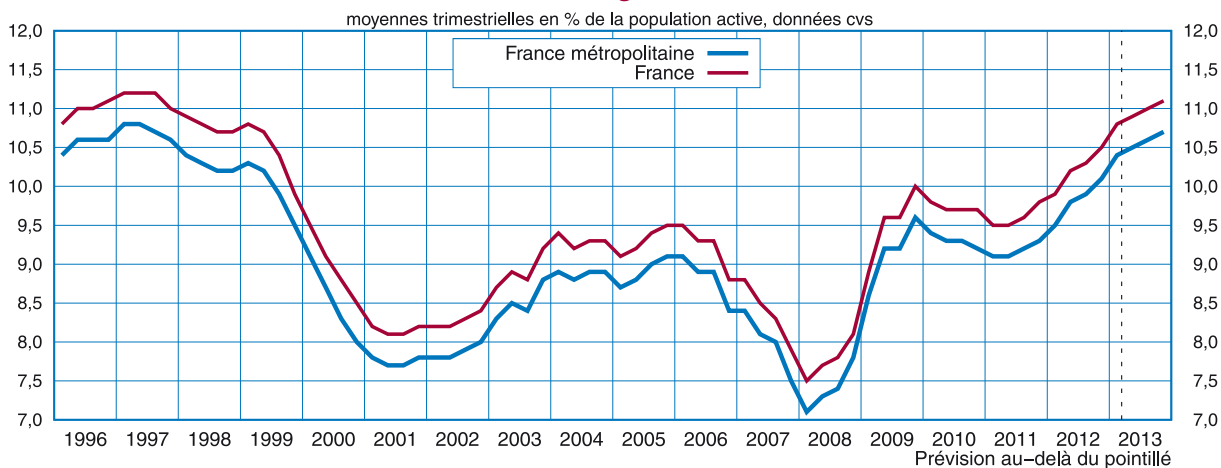
## Le chômage continuerait d'augmenter jusqu'à la fin de l'année 2013

À l'horizon de la prévision, le taux de chômage continuerait d'augmenter. Il s'établirait à 10,7 % au quatrième trimestre (11,1 % y compris Dom), sous l'effet de la baisse de l'emploi (- 32 000 en glissement annuel au quatrième trimestre 2013) et d'une population active toujours dynamique (+137 000).

La baisse de l'emploi total (- 32 000) résulterait de celle marquée de l'emploi marchand. En revanche, l'emploi non marchand serait dynamique sur l'année, et plus particulièrement au second semestre 2013, avec la forte augmentation de l'emploi aidé.

La croissance de la population active tendancielle serait légèrement moins forte en 2013 qu'en 2012 : elle augmenterait de 119 000 personnes en 2013, après +144 000 en 2012. En effet, les premières générations du baby-boom ayant dépassé l'âge de départ à la retraite à taux plein (65 ans et quatre mois) depuis 2011, la démographie de la population d'âge actif est globalement moins

1 - Taux de chômage au sens du BIT



Note de lecture: l'estimation du premier trimestre 2013 est provisoire, car l'impact des changements importants intervenu dans le dispositif d'enquête, le questionnaire et les méthodes de traitement de l'enquête Emploi est encore en cours d'analyse (cf. encadré).

France = France métropolitaine + Dom  
 Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquête Emploi

dynamique et contribue négativement à l'évolution de la population active : les générations qui arrivent dans la tranche des 15-64 ans sont moins nombreuses que celles qui quittent cette tranche. Deux effets s'ajouteraient potentiellement au scénario tendanciel intégrant les effets des réformes des retraites de 2010. L'entrée en vigueur depuis novembre 2012 du décret du 2 juillet 2012, avec de nouvelles mesures permettant le départ à la retraite à 60 ans pour les carrières longues, freinerait l'évolution de la population active. A contrario, le décret du 29 décembre

2011, décalant d'un mois supplémentaire l'âge d'ouverture du droit à la pension de retraite pour les personnes nées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952, a eu un effet à la hausse sur le nombre de séniors présents sur le marché du travail au second semestre 2012. En 2013, ces mesures n'auraient des effets que sur le profil infra-annuel de la population active, et pas sur son niveau en fin d'année. L'effet global des politiques publiques sur la population active serait faible en 2013 (cf. tableau 1). ■

### Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

variations annuelles, en milliers

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Population des 15-64 ans	153	103	131	20	-84	-83
Population des 15-59 ans	-101	-126	-117	-70	-61	-79
<b>Population active</b>	<b>10</b>	<b>247</b>	<b>46</b>	<b>145</b>	<b>224</b>	<b>137</b>
dont :						
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	145	148	159	164	144	119
(b) Effets estimés des politiques publiques	-25	48	-57	1	21	-10
(c) Autres fluctuations de court terme (résidu)	-110	51	-56	-20	59	28
<b>Emploi</b>	<b>-72</b>	<b>-277</b>	<b>135</b>	<b>105</b>	<b>-34</b>	<b>-32</b>
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	-146	-216	138	83	-51	-12
<b>Chômage BIT</b>	<b>83</b>	<b>525</b>	<b>-89</b>	<b>40</b>	<b>258</b>	<b>169</b>
Moyenne au dernier trimestre de la période						
<b>Taux de chômage BIT (%)</b>						
France métropolitaine	7,8	9,6	9,2	9,3	10,1	10,7
France (y compris Dom)	8,1	10,0	9,7	9,8	10,5	11,1

#### Prévisions

Note de lecture : Emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1 % de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee

### Encadré : L'estimation du taux de chômage au sens du BIT affectée par une incertitude accrue au premier trimestre 2013

Les statistiques du chômage et les indicateurs complémentaires sur le marché du travail sont produits à partir de l'enquête Emploi dite « en continu » menée auprès d'un échantillon représentatif de la population en France métropolitaine, complétée d'une enquête annuelle dans les départements d'Outre-mer. L'Insee a publié le 6 juin 2013 une estimation du taux de chômage du 1<sup>er</sup> trimestre au sens du Bureau international du travail (BIT), mais l'ensemble des statistiques du chômage au sens du BIT du 1<sup>er</sup> trimestre 2013 n'a pu être produit avant la finalisation de cette Note de conjoncture.

En effet, au-delà de l'aléa statistique inhérent à toute enquête par sondage, des facteurs spécifiques ont affecté les résultats de l'enquête Emploi au 1<sup>er</sup> trimestre.

D'une part, la mise en place de nouvelles conditions d'emploi des enquêteurs de l'Insee au 1<sup>er</sup> janvier 2013, s'est traduite par une période de transition pendant laquelle le

nombre d'enquêteurs disponibles n'a pas permis de couvrir l'ensemble du territoire de façon uniforme. Ceci a généré un surcroît de non-réponse qui a accru les marges d'incertitude de l'enquête.

D'autre part, cette situation a coïncidé avec le déploiement d'une refonte du processus de production de l'enquête Emploi : amélioration du questionnaire et réécriture de la chaîne de traitement des informations recueillies.

Afin de parvenir à une exploitation la plus complète possible des résultats de l'enquête Emploi du 1<sup>er</sup> trimestre, l'Insee mène actuellement une expertise méthodologique approfondie du changement de protocole d'enquête, procède à de nouvelles vérifications de la chaîne de traitement et intègre les informations complémentaires apportées par l'enquête sur les non-répondants à l'enquête Emploi du 1<sup>er</sup> trimestre. ■